

As is the case with other groundbreaking books, this work leaves us with some notable unresolved issues. One of the foremost concerns the aggregation of a broad variety of nation-building measures into only three categories: accommodation, assimilation and exclusion. While this simplifying move adds to the parsimony of Mylonas' theoretical framework, it prevents us from understanding more fine-tuned changes in national integration policies. For instance, the recent perceived reduction of autonomy for Catalonia has led to a spike in nationalist mobilization and secessionist agitation in that region. Can Mylonas' model be adapted to explain the changes in the nature and scope within each of the three broad categories of policy explained in this work?

The second problem concerns the argument's broader applicability. A number of states which have seen next to no change in their external relations—that is, the key explanatory variable in this book—have over time transformed their approach to non-core groups (some of the more recent examples feature West European states such as Belgium, the UK, and Spain). Can the argument developed in this book account for these shifts in policy? Given the well documented decline in the frequency of interstate warfare during the post-World War II period, might the conditions giving rise to the dynamics that Mylonas examines be a thing of the past? The author does not think so (7–9). Even if he is correct, and hostile interstate relations are here to stay, the framework presented in this book might not be able to address changes in national integration policies in states with relatively peaceful and predictable external relations. Although these issues deserve attention in future research, they do not significantly detract from the power and persuasiveness of Mylonas' argument.

While *The Politics of Nation-Building* will be an important reading for specialists of ethnic conflict and nationalism, it should also be read by scholars and students interested in problems of state-building. In addition, the book's layered methodology will make it very useful to anybody interested in multi-method approaches to comparative analysis. The book's outstanding issues should continue to inspire other scholars to address the questions posed in this work and to build on important insights developed here.

KARLO BASTA *Memorial University of Newfoundland*

Hybridité politique et résistances dans les pays du Sud. Trajectoires inattendues de la démocratie locale

Nancy Thede (dir),

Karthala, Paris, 2015, 272 pages.

doi:10.1017/S0008423916000196

Hybridité politique et résistances traite des enjeux de la décentralisation sociopolitique dans les pays du Sud autour de la fin des années 1980 et du début des années 1990. À un niveau plus précis, les auteurs interrogent les conditions d'émergence et l'animation de nouveaux processus de communalisation rurale ou d'extension de la démocratie nationale aux populations locales. Ils cherchent à répondre aux questions liées aux mutations sociales et politiques qui surgissent du nouveau transfert de pouvoir démocratique, qui a des répercussions sur les conditions d'organisation de l'État national, sur les modes d'exercice du pouvoir et sur le développement de la société dans son ensemble.

En analysant l'émergence de la démocratie locale à travers la mise en place de municipalités, le texte de Nancy Thede insiste sur les structures organisationnelles en attente dans les régions rurales et qui prennent leur origine dans la révolution bolivienne de 1952. Ce sont les déterminants sociopolitiques de *l'arène politique locale* où les nouveaux agents politiques s'expriment à travers les syndicats des paysans et des structures communautaires autochtones. C'est une forme inattendue de réappropriation de la

démocratie nationale. C'est un enjeu nodal de toute la culture politique bolivienne sur un horizon à la fois diachronique et synchronique. Cette dispersion du pouvoir politique à des niveaux corporatistes se retrouve à Touba, au Sénégal, mais sur un versant religieux, dans le chapitre de Mountaga Diagne.

L'étude de la démocratisation locale portant sur Touba révèle une *arène politique locale* où le principe hiérarchique est en jeu à travers une prépondérance religieuse de la confrérie des *Mourides*, qui constituent l'agent politique dominant. Ce pouvoir religieux qui s'enracine traditionnellement dans l'économie agricole s'approprie les voies d'expression et d'animation de la démocratie locale en imposant des consignes de vote devant favoriser des candidats à la mairie, maire et conseillers municipaux. Cela confère un pouvoir symbolique bien structuré à la confrérie Mouride à travers ses dirigeants et fausse tout le jeu démocratique postcolonial au sens où ce ne sont pas des compétences politiques avérées qui deviennent les supports pour choisir les dirigeants élus. Ce face-à-face de dispositifs structurels sociopolitiques anciens avec les nouveaux horizons démocratiques se particularise au Mali dans la gestion foncière.

L'objectif du processus de la communalisation au Mali, explique Simon Godin-Bilodeau, était en arrière-fond une sorte de délégation de prérogatives de puissance publique, dont la gestion foncière, aux pouvoirs municipaux locaux. Cela relevait de motivations à la fois nationales et internationales. Le souhait était que ces pouvoirs s'émancipent des ancrages coutumiers et des procédures administratives nationales au profit du bien-être des populations rurales. Malgré le nouveau contexte de la communalisation locale, la gestion foncière se fait à deux vitesses, de façon parallèle et concurrentielle entre les autorités municipales locales et des chefferies lignagères. Il arrive que la bordure administrative ne soit plus là quand le chef coutumier est aussi le responsable administratif. C'est une interface mal ficelée au sens où il devient un lieu de fusion du formel administratif et de l'informel coutumier. Il y a là une *arène politique locale* hybride avec des agents politiques non seulement concurrentiels, mais parfois indifférenciés.

Au Bénin (chapitre de Brice A. Davakan), nous sommes dans une perspective où l'État africain s'inspire du modèle occidental d'État-nation unitaire et centralisateur dans un contexte de pluralisme ethnique, régional et culturel. Cette vision produit des régimes politiques autoritaires aux abus indélébiles sur les populations. Le début des années 1990 produit un élan de décentralisation tributaire d'une démocratisation éprouvée par des identités sociales ethniques locales. L'expérimentation démocratique nouvelle amorce une inflation de réseaux de solidarité qui partent de l'intragroupe à l'extragroupe.

Cet étiement inattendu des voies politiques nouvelles au Bénin se démarque de l'appropriation autochtone de la gouvernance politique aux Andes (John D. Cameron), soit la Bolivie, le Pérou et l'Équateur. L'ancrage autochtone de ces populations offre un fond commun d'analyse relative aux nouvelles formes de gouvernance à deux épaisseurs : la conquête de la gouvernance municipale locale et la quête d'harmonisation de cette gouvernance avec des principes autochtones de gestion de la quotidienneté. L'hybridation gouvernante autochtone semble se maintenir et s'entretenir par l'attachement culturel fort de ces populations. Cette hybridation reste sur un élan progressif en termes de construction, déconstruction et reconstruction politiques.

En somme, une véritable question demeure : quel est le fondement des processus de la décentralisation? Certes, le cas du Mali semble présenter quelques explications en termes d'exigence internationale de bonne gouvernance qui passerait par la décentralisation et d'un souci au plan national de recherche d'efficacité gouvernante. Une réalité demeure : celle de la paupérisation des États du Sud par des politiques de Programmes d'Ajustements Structurels (PAS). Les États du Sud, pourvoyeurs

principaux pour les plans de développement n'ayant plus les moyens de maintenir ce type de gouvernance, il fallait chercher des voies permettant aux populations locales de se prendre en charge d'une certaine façon, d'où la voie de la décentralisation. Cet exercice comparatif mis de l'avant dans cette monographie demeure instructif.

BONIFACE BAHU *Université de l'Alberta*

Beyond the Arab Spring: Authoritarianism and Democratization in the Arab World

Rex Brynen, Pete W. Moore, Bassel F. Salloukh, and Marie-Joelle Zahar

Boulder CO: Lynne Rienner, 2012, pp 349.

doi:10.1017/S0008423916000093

Holding that the 2011 anti-authoritarian Arab uprisings were “fundamentally linked” to previous dynamics of authoritarianism, *Beyond the Arab Spring* explains this political change through, first, identifying the conditions that figured in the establishment of persistent authoritarianism in the region and, second, pinpointing the causes of their collapse so abruptly in some instances. The book argues that political change in the Arab world was a result of a complex multiplicity of factors and interactions between them. The volume rejects uni-causal explanations and instead opts for a multi-causal and multi-level analysis stressing the catalytic effects that variables have on each other.

The first section of the book provides a concise overview of fourteen countries in North Africa, the Levant, and the Arabian Peninsula that experienced unrest during the so-called “Arab Spring” focusing on social, elite and institutional structures. The authors stress the variations within the region emphasizing the plurality of authoritarian forms. Subsequently, the book addresses key additional thematic issues, including the political role of culture, political Islam, electoral politics, monarchies, oil and rentier economies, economic liberalization, Arab media and external influences. While each theme is discussed individually in a distinct chapter, where the relevant scholarly debates also receive attention, the overarching discussion analyses how these issues affected authoritarianism and regime change in the region.

While stressing the paramount role of security institutions in prolonging authoritarianism through means of coercion, the authors add that state institutions, nonetheless, constitute only one part of the complex texture of authoritarianism. Authoritarian regimes employed additional institutional and cultural strategies to perpetuate themselves. The Arab state monopolized the media to create a compliant and depoliticized Arab citizen; exploited regional and domestic threats to tighten its grip; used oil, rent and economic liberalization profits to build strategic alliances; and manipulated electoral processes to feign legitimacy. The volume further argues that external factors, such as democracy promotion, could have also contributed to authoritarian persistence by polishing the “rough edges of authoritarianism” (273).

And yet, analogizing many of these strategies to a double-edged sword, Brynen and his collaborators point to their ultimate failure in guarding some regimes and instead unleashing a wave of anti-regime protests. The iron fist of the state security apparatus, neo-patrimonialism, managed elections, and uneven economic development, all contributed to the outbreak of long-standing resentment. The social media revolution had an instrumental role in translating these resentments into collective action in the form of sustained organized protests. Once the protests began in Tunisia and spread to other Arab states, by virtue of cultural permeability, military institutions directly impacted the trajectory of events because they constitute important socio-economic players in most Arab states. Ultimately, according to the authors, the military's degree of institutionalization and sectarian affiliation with the regime shaped its response to the 2011